

Parler de la Syrie sérieusement

Au-delà de la peur de la population ou de sa politique étrangère, le soutien des sociétés urbaines privilégiées explique la capacité du régime à supporter la pression.

Bassam Haddad

L'heure est venue d'être sérieux au moment d'analyser la Syrie. Après un an de versement de sang, nous sommes poussés à réviser les éléments de base de la politique syrienne pour mieux comprendre cet affrontement prolongé. La marée de textes sur les soulèvements qui ont eu lieu en Syrie depuis mars 2011 jusqu'à l'heure, semble d'avantage dictée par la fluctuation des événements et des objectifs de la politique étrangère que par une analyse rigoureuse des bases de la politique et de la société syriennes.

Le travail sur le terrain manquant, les possibles mérites stratégiques de ce sujet récurrent laissent place, inmanquablement, à une interprétation culturaliste intemporelle existant surtout dans les cadres supposés ou théorisés par l'analyste. Les discussions sur la nature répressive marquée du régime syrien se développent de façon normative (c'est-à-dire, la répression est mauvaise) et exclusive (c'est-à-dire, l'on suppose que la répression est une raison suffisante pour qu'il y ait un soulèvement) et, donc, aucune ne réussit à expliquer le moment choisi pour le soulèvement ou sa nature.

L'autoritarisme, ou son autre face, la peur, ne conduisent pas automatiquement aux soulèvements massifs pour une simple raison : les citoyens sont rationnels et, donc, ils pensent aux conséquences. Plus un régime est brutal, moins il est probable que des manifestations massives éclatent après un calme artificiel. Beaucoup d'autres facteurs interviennent.

La grossière variété d'arguments caractérisés par l'étroitesse de vue se centrant sur l'économie, la pauvreté et la corruption, est également inadéquate. Une fois de plus, ces arguments ne répondent pas aux questions de quand, où et pourquoi les soulèvements se sont produits. Paradoxalement, certains d'entre eux arguments peuvent être utilisés pour expliquer la résistance des régimes autoritaires : la corruption, par exemple, peut profiter de segments importants ou puissants de la population et, ainsi, les faire participer au maintien du statu quo.

Finalement, la ligne d'argumentation la plus explosive, et normalement polémique, est celle qui se centre sur la politique régionale et étrangère de la Syrie. Cette approche, souvent illusoire ou chargée d'objectifs politiques exogènes de tous les points de vue, obscurcit plus qu'elle n'illumine toutes les réalités fondées sur le soulèvement syrien et les perspectives sur celui-ci. L'Iran, Israël et le Hezbollah en arrivent à être aussi importants, si ce n'est plus, que d'autres facteurs qui ont réellement conduit aux soulèvements.

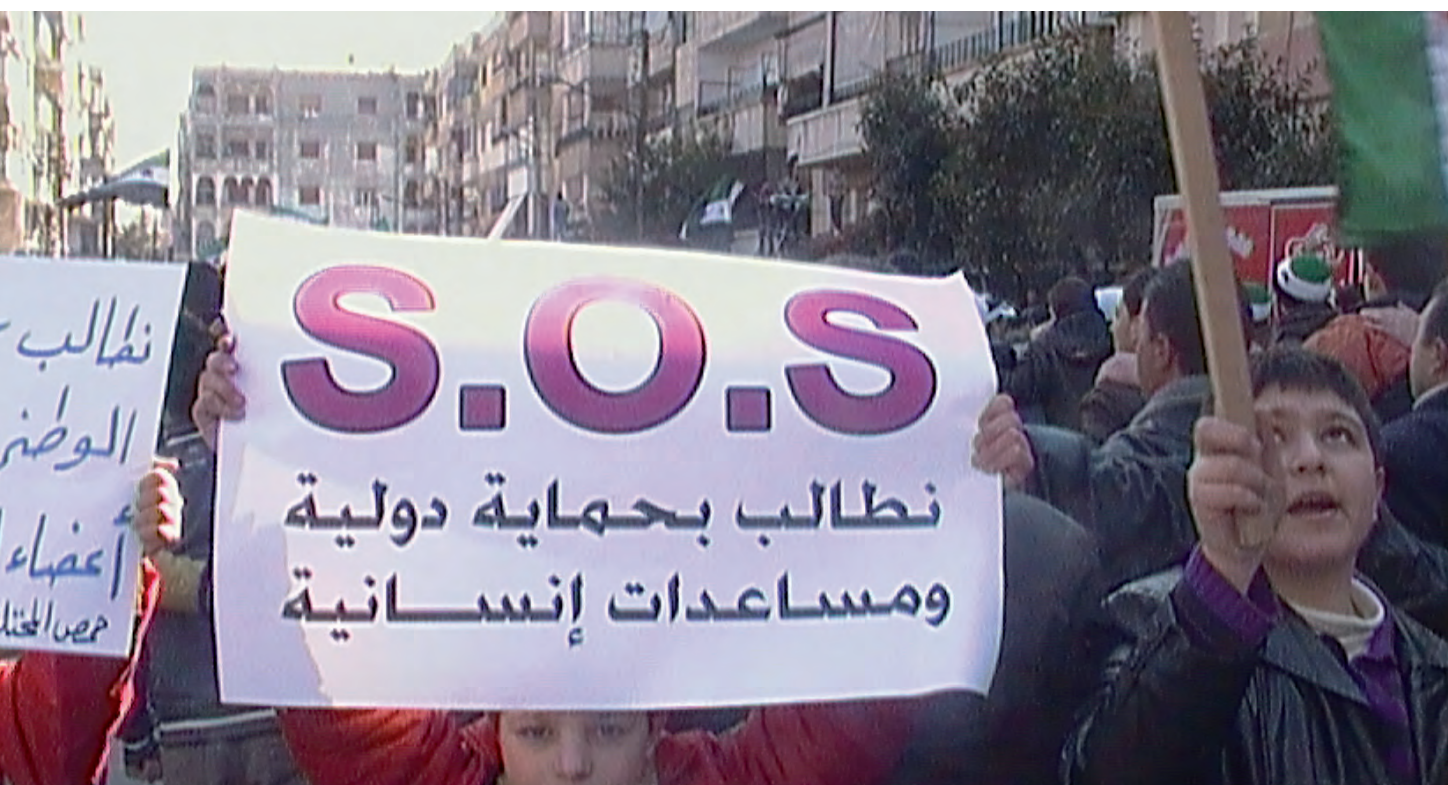
Il est clair qu'il existe des exceptions à tous ces arguments génériques, mais, dans la plupart des cas, ils se diluent dans l'énorme quantité d'« analyses » sur la Syrie.

Aucun facteur unique

Chercher un unique facteur expliquant le soulèvement et ses perspectives est une mission de fou. Cependant, il existe des vérités persistantes qui caractérisent effectivement l'État, le régime et la société de la Syrie. Il est impossible ici de faire une analyse exhaustive. En écartant, pour l'instant, la politique étrangère, les points de départ correspondant du moins à la scène nationale sont caractéristiques : en Syrie, nous observons une juxtaposition entre la cohésion et la cohérence du régime, et l'hétérogénéité sociale et régionale marquée de la société. Cela vaut la peine de signaler que cette dernière est exacerbée par les tactiques et les politiques du régime. Réduire cette hétérogénéité au « sectarisme » ou à la « prédominance alaouite », c'est ne pas comprendre la société et l'histoire syriennes et, de ce fait, la politique du pays non plus. Ces réductions négligent aussi erronément le contexte stratégique général dans son ensemble.

Il est possible que, au cours du temps, le régime soit devenu alaouite dans sa composition (ce qui, bien sûr, n'est pas quelque chose de bon), mais non en ce qui concerne la politique étatique. Les minorités de la Syrie – chrétiens, alaouites, druses, chiites, ismaélites, ain-

Bassam Haddad, directeur du programme d'études sur le Proche-Orient, Université George Mason, et professeur invité de l'Université de Georgetown, auteur de *Business Networks in Syria: The Political Economy of Authoritarian Resilience*. (Stanford University Press, 2011).



Malgré le blocus du régime, les Syriens de Baba Amro, d'Idlib, et partout dans le pays, prennent les rues pour demander la liberté. Homs, 2 mars 2012. /EMMA SULEIMAN/DEMOTIX/CORBIS

si que kurdes et arméniens – représentent environ 40 % de la population. Mais elles s'identifient stratégiquement les unes avec les autres en tant que minorités, ce qui fait que la division entre la majorité sunnite et le reste des minorités soit plus proche du 40-60 %. Quoiqu'il en soit, ceci n'explique pas d'autres facteurs de cause de la stratification comme la région, la classe, le sexe ou les réseaux transversaux.

Donc, l'image générale s'impose aux mirages culturalistes ou sectaires. En dernière instance, la cohésion organique dans les hautes sphères empêche ou augmente drastiquement la difficulté de voir se produire des désertions ou des solutions comme celles de la Tunisie ou de l'Égypte. De façon inverse, l'hétérogénéité au sein de la société mine énormément la possibilité d'une action collective rapide ou omniprésente contre l'État. Historiquement, le régime syrien a été très conscient de ces dynamiques et il a travaillé avec diligence à les exagérer en s'infiltrant dans la société à différents niveaux, incluant la communauté, la classe et la région.

J'aimerais me concentrer sur l'un de ces ensembles de facteurs ou incursions que l'on oublie systématiquement ou bien que l'on dénature dans les analyses sur la Syrie. Il s'agit de l'effort continu réalisé par le régime depuis les années soixante-dix pour créer des réseaux d'entreprises unissant les principaux acteurs pa-

tronaux et les fonctionnaires étatiques au fur et à mesure que ces derniers, et leurs rejetons, s'aventuraient dans le monde des affaires.

Liens entre l'État et le monde des entreprises

J'ai défendu cet argument de façon bien plus ample dans d'autres lieux, mais il convient d'exposer un peu les précédents. Le régime fut sauvé en 1982 par les marchands sunnites urbains qui se maintinrent explicitement loyaux à Hafez al Assad lorsqu'il réprima les Frères musulmans. Cette action empêcha le mouvement d'acquiescer une ample base populaire. Al Assad et ses fils n'ont jamais oublié ce moment. Depuis lors, le régime a forgé des relations plus profondes avec la communauté des affaires sunnite (bien que d'une manière sélective pour les empêcher d'en arriver à l'action collective). Il a aussi promu la création et le développement de réseaux politico-économiques mélangeant fonctionnaires étatiques et acteurs patronaux. Ces réseaux servent à substituer les alliances sociales tenant au travail et à passer certaines charges du secteur public à des acteurs privés auxquels l'on octroie des privilèges non dévoilés pour qu'ils investissent, ainsi ils encouragent une incursion à grande échelle de la bourgeoisie étatique dans le secteur dit « privé ». Dans les années quatre-vingt-dix, une nouvelle classe d'en-



Idlib, 2 mars 2012./EMMA SULEIMAN/DEMOTIX/CORBIS

trepreneurs surgit en Syrie à partir des cendres de ce qui avait été une économie centralisée.

Les formes d'appui, passif ainsi qu'actif, de cette puissante strate sociale ont protégé les principales villes métropolitaines, en particulier Damas et Alep, des expressions massives de mécontentement, qui continuent à se trouver, conséquemment, en dessous du seuil nécessaire pour prendre les rues en masse.

L'autre face de cette histoire tient au fait que, depuis la fin des années quatre-vingt, ces mêmes entrepreneurs et leurs partenaires dans les cercles officiels (l'État) ont éloigné des zones rurales les attributions de ressources et d'investissements. Ils ont aussi promu des réductions drastiques des allocations de l'État tout au long des années, sans une augmentation comparable de la création d'emploi, en particulier depuis 2005, lorsque Bachar al Assad annonça la création d'une nouvelle économie de « marché social ».

Le développement régional inégal, auquel s'ajoutent les difficultés pour arriver à la fin du mois par manque de travail ou d'aides, a puni la campagne bien plus durement que les villes comme Damas ou Alep. La sécheresse pendant plusieurs années successives à partir de 2003 fut la goutte de plus qui fit déborder le vase, ce qui provoqua des vagues massives d'urbanisation. Les villes métropolitaines avaient une plus grande capacité à ab-

sorber cette immigration que d'autres villes qui sont maintenant témoins de tensions et de protestations. Par conséquent, et conjointement à des décennies de gouvernements et de pratiques autoritaires, la majorité des habitants, en particulier des zones rurales, ont eu très peu à perdre vers la fin de la première décennie du nouveau millénaire. Ce sont, donc, ceux qui étaient disposés à exprimer unis et ouvertement leur mécontentement. Tout ce dont ils avaient besoin, c'était d'une étincelle pour que la mèche s'allume. Bouazizi la leur fournit en Tunisie lorsqu'il s'immola.

La trajectoire des révoltes syriennes reflète, en partie, cette dynamique plus complexe qui lie causes et conséquences immédiates d'une façon plus subtile. La capacité du régime à supporter la pression du soulèvement pendant plus de 10 mois nous pousse à chercher d'autres facteurs qui puissent aider à offrir une vision plus holistique. Cependant, la persévérance du régime aurait été en grave danger sans l'appui clé des sociétés urbaines plus privilégiées résidant à Damas ou Alep, dans toute leur diversité minoritaire et majoritaire. De ce fait, lorsque l'on commencera à être témoin de schismes fondamentaux dans ces lieux, l'heure sera venue d'initier le compte à rebours pour la phase suivante du soulèvement, peut-être la phase décisive, même en absence d'une plus grande militarisation du conflit. ■